

## MONDE

**Rafale retrouvé.** Le corps de François DUFLOT, pilote d'essais de la Délégation générale pour l'armement, a été repéré à bord de son appareil, à 35 kilomètres à l'est du cap Béar. L'avion, localisé par la Cellule de plongée humaine et d'intervention sous la mer de la marine nationale, se trouve à environ 700 mètres de profondeur « *sur un sol vaseux et en forte pente* ». Deux Rafale s'étaient abîmés au large de Perpignan, probablement après s'être heurtés en vol, selon le ministère de la Défense. Un seul des deux pilotes avait été retrouvé sain et sauf.

**Après le froid, l'Iran bat le chaud.** L'Iran a fait acte de bonne volonté à la veille d'une réunion importante avec les grandes puissances, en annonçant un calendrier d'inspection d'un nouveau site nucléaire. En début de semaine, l'Iran a fait une démonstration de sa puissance balistique. Un nouveau tir de missile ?

**Afghanistan : plus ou moins d'hommes ?** On attend les résultats de l'élection présidentielle, qui devrait être connue « autour du 5 ou du 7 octobre ». C'est ce qu'affirme Javier SOLANA, le chef de la diplomatie européenne. Le Président Barack OBAMA a appelé à la cohésion internationale en déclarant que la guerre n'y était pas seulement l'affaire américaine, mais aussi celle de l'OTAN.

**BAN Ki-moon a mis fin aux fonctions du chef adjoint de la mission de l'ONU en Afghanistan,** Peter GALBRAITH. L'Américain avait quitté l'Afghanistan en septembre après un différend avec le représentant spécial, le Norvégien Kai EIDE, sur la manière de gérer les accusations de fraude lors du scrutin présidentiel du 20 août.

**Géorgie : le rapport.** L'UE avait commandé un rapport sur les causes de la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Il conclut que Tbilissi a déclenché l'offensive militaire en Ossétie du Sud, sans incursion préalable des Russes. Le rapport conclut que le bombardement par les forces géorgiennes a marqué le début d'un conflit armé de grande ampleur. « Toutefois, il s'agissait seulement du point culminant d'une longue période de montée de la tension, de provocations et d'incidents », en soulignant la co-responsabilité de la Russie.

**Le Conseil de l'Europe s'inquiète** des « *risques d'une justice répressive pour des considérations politiques* ». L'Assemblée parlementaire de cette institution qui regroupe près d'une cinquantaine de pays membres, a voté à une très large majorité une résolution sur l'indépendance de la justice qui évoque la situation dans plusieurs pays. Pour la France, où les procureurs sont étroitement liés à leur hiérarchie, « *les juges et les avocats de la défense doivent pouvoir jouer un rôle plus actif durant l'instruction* ». Il demande le réexamen du projet de suppression du juge d'instruction en France ou alors le renforcement de l'indépendance des procureurs.

## EUROPE

**Les Irlandais votent sur Lisbonne ce vendredi.** Selon les derniers sondages, ils devraient approuver la ratification du traité de Lisbonne avec quelque 55% des suffrages. Le produit intérieur brut irlandais devrait s'effondrer d'environ 8% et le taux de chômage tripler par rapport à 2007, pour atteindre 15%. Les analystes s'interrogent toutefois sur la possibilité d'un vote sanction contre le très impopulaire gouvernement de Brian COWEN. Des affiches du partisans du « non » le montre, avec comme sous-titre « *Le seul emploi sauvé est le sien* ». Le traité a déjà été ratifié par les Parlements des 26 autres Etats membres, mais doit l'être par l'ensemble des Vingt-Sept pour pouvoir entrer en vigueur. L'Irlande est le seul pays à se prononcer par référendum, ses partenaires européens ayant opté pour la voie parlementaire. Le dépouillement interviendra le lendemain.

**Les Tchèques s'interrogent sur la constitutionnalité de Lisbonne.** Un groupe de sénateurs libéraux a annoncé avoir présenté un nouveau recours devant la Cour constitutionnelle du pays contre le traité, à quelques jours du référendum irlandais sur le texte. La démarche des sénateurs tchèques pourrait retarder de plusieurs mois une éventuelle entrée en vigueur de Lisbonne.

**Les Travailleurs en 3<sup>ème</sup> position.** C'est la première fois depuis 27 ans qu'un sondage donne les Conservateurs et les Libéraux-démocrates en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> positions. Le Premier ministre Gordon BROWN a prononcé un discours censé revitaliser son parti usé par 12 années au pouvoir. Il a axé ce discours sur la lutte contre la criminalité et les incivilités, thématiques qui avaient réussi à son prédécesseur.

**Les 5 plus grosses banques britanniques jouent le jeu de Pittsburgh.** HSBC, Barclays, Royal Bank of Scotland et Standard Chartered, ont accepté ensemble de se conformer aux règles d'encadrement des bonus décidés la semaine dernière au G20. Annonce du chancelier de l'Echiquier Alistair DARLING.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**La République populaire de Chine célèbre son soixantième anniversaire.** Des célébrations du 1<sup>er</sup> octobre grandioses, entourées de mesures de sécurité exceptionnelles. Parade militaire (avec de nouveaux armements sophistiqués « *made in China* ») sur l'avenue de la Paix éternelle jusqu'à la place Tiananmen. Seul un public très sélectionné a été admis sur les gradins construits. Les habitants de Pékin ont été invités à rester chez eux et à regarder la télévision. Les vols civils ont été suspendus à l'aéroport. Et puis, tradition oblige, « *le plus grand feu d'artifice organisé dans le monde* ». 20.000 pétards, deux fois plus que lors des Jeux olympiques de Pékin.

**Honduras. Etat d'exception pour 45 jours.** Les autorités ont instauré un état d'exception qui restreint la libre circulation pendant la durée des couvre-feux, toute réunion publique non autorisée par les autorités policières ou militaires,... Les contrevenants seront immédiatement arrêtés et déférés à la justice. Il est demandé à nos compatriotes la plus grande prudence dans leurs actes, leurs propos et leurs déplacements. Il leur est recommandé de prendre immédiatement contact avec l'ambassade (99 92 61 56) pour quelque problème que ce soit.

**Plus de 500 morts à Sumatra.** Le tremblement de terre d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter qui a touché cette ville portuaire de 900.000 habitants a détruit ou rasé des centaines de bâtiments. Un deuxième violent tremblement de terre, de magnitude 6,6, a été enregistré. Selon le Ministre des Affaires étrangères, il n'y a pas de Français parmi les victimes. Il est recommandé de ne pas se rendre dans les provinces Bengkulu, Jambi, Sumatra ouest, Riau, Sumatra sud, et de se tenir informés de la situation. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs\\_909/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/index.html)

**Un tsunami ravage les îles Samoa.** Le bilan dépasse les 100 morts : 83 morts aux Samoa (ex-occidentales), 22 aux Samoa américaines voisines et sept à Tonga. Le tsunami, déclenché par un violent séisme de magnitude 8,0 au large des Samoa américaines, un territoire des Etats-Unis, a entraîné de fortes destructions et le bilan pourrait s'alourdir, a déclaré le Premier ministre des Samoa. Le président Barack OBAMA a déclaré les Samoa américaines en état de catastrophe majeure et ordonné une aide fédérale pour aider aux efforts de secours.

**Guinée.** La France a annoncé la suspension immédiate de sa coopération militaire et réexamine l'ensemble de son aide bilatérale. Annonce de Bernard KOUCHNER, en réaction à la « *répression sauvage d'une manifestation* » à Conakry. 157 personnes au moins auraient été tuées par les forces de l'ordre selon une ONG. L'UE avait décidé en juillet de placer la Guinée sous surveillance pendant 2 ans et de maintenir le gel de son aide au développement en attendant un retour à l'Etat de droit après le coup d'Etat de décembre.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**500 millions pour les jeunes.** C'est le montant du plan pour « agir pour la jeunesse », dévoilé par le Président SARKOZY. Les moins de 25 ans sont les plus touchés par la crise. L'objectif du plan présenté est le renforcement des dispositifs d'orientation scolaire, la mise en place d'un suivi pour les jeunes de 16 à 18 ans qui quittent l'école, la possibilité pour les moins de 25 ans de bénéficier du RSA s'ils ont travaillé 2 ans au cours des 3 dernières années, car « *les Français ne peuvent pas avoir des droits sociaux différents sur la seule base de leur âge* », argument le chef de l'Etat.

**La consultation militante du PS.** Mode d'emploi. Le vote des quelque 200.000 militants socialistes annoncé par Martine AUBRY à la Rochelle se tient ce jeudi. Le scrutin se déroulera de 17 heures à 22 heures dans quelque 4.000 bureaux de vote installés dans les sections du PS. Le taux de participation sera l'indicateur de réussite de l'initiative prise. La direction du PS a rappelé qu'en général, la moitié des militants ne votent pas. Les grands élus pourraient ne pas mobiliser leurs troupes en raison de la question sur le non cumul des mandats.

**Objet ?** Deux urnes seront présentées, l'une pour choisir les têtes de liste aux élections régionales de 2010 ; l'autre pour accueillir les réponses aux 11 questions qui seront posés. Parmi lesquelles : l'ouverture des primaires aux sympathisants, les alliances avec les autres partis de gauche, l'interdiction parmi les parlementaires socialistes d'occuper un siège d'exécutif local, limitation des mandats locaux (3 maximum), parité dans les candidatures législatives,... D'autres questions abordent la fiabilité des votes au PS et des moyens d'y remédier.

**Bertrand DELANOË ne s'ennuie pas.** Le Maire de Paris n'est pas « *candidat à l'élection présidentielle* » de 2012 et ne voit « *pas de raison de le devenir* ». M. DELANOË a nié les rumeurs selon lesquelles il s'ennuierait à la mairie de Paris, affirmant être « *très heureux* » à son poste. Il ne briguera pas de troisième mandat.

**Brice HORTEFEUX cité à comparaître pour injure raciale.** C'est le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), qui a porté plainte devant le tribunal correctionnel. Le ministre de l'Intérieur est poursuivi en raison des propos qu'il a tenu lors de l'université d'été de l'UMP à Seignosse à un jeune militant d'origine arabe. Il comparaitra le 17 décembre.

## PARLEMENT

### Conseil constitutionnel

**Hadopi II devant le juge constitutionnel.** Comme ils l'avaient annoncé, les députés de l'opposition ont formé un recours contre le texte sanctionnant le téléchargement illégal.

### Assemblée nationale

**Ecoles privées payantes pour les municipalités...** Elles seront désormais tenues, dans certains cas, de financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont choisi d'y scolariser leurs enfants. Les députés ont entériné le texte du sénateur UMP Jean-Claude CARLE, voté par le Sénat. Le texte propose de préciser un article de la loi du 13 août 2004. Cet article, introduit par un amendement du sénateur socialiste Michel CHARASSE, instaure l'obligation pour la commune de résidence de prendre en charge les frais de scolarité d'un enfant étudiant dans une école privée sous contrat d'une autre commune. Les mairies doivent financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont choisi d'y scolariser leurs enfants dans 4 cas : lorsque les parents peuvent prouver la capacité d'accueil insuffisante, pour des raisons médicales ou professionnelles manque de restauration et garde des enfants, ou bien encore lorsqu'un frère ou une sœur de l'enfant est déjà scolarisé hors de la commune.

**Les députés PCF veulent une vice-présidence.** Les titulaires doivent être renouvelés pour la nouvelle session parlementaire qui s'ouvre ce jeudi. Le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR), comprend 25 élus, dont 20 PCF et apparentés. Le Nouveau Centre, avec 24 élus, a un vice-président. L'UMP (314 membres) a 3 vice-présidences, et le groupe Socialiste, radical, citoyen (204 membres), 2.

### Sénat

**Grenelle II.** Adoption d'un amendement mettant en place un péage urbain dans les villes de plus de 300.000 habitants. La mesure est expérimentale, pour 3 ans. Elle a été votée avec l'avis favorable du gouvernement. L'Assemblée nationale devra l'approuver.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Présentation du projet de loi de finances pour 2010.** La grande nouveauté est la taxe carbone. A noter que plusieurs dispositifs fiscaux déjà en place seront réorientés en fonction de critères écologiques, comme la déductibilité des intérêts d'emprunt pour l'achat d'une résidence principale. La suppression de la taxe professionnelle sur les investissements est présentée comme un « choc de compétitivité » pour favoriser l'emploi. Les dépenses de relance (39 milliards au total cette année) devraient se monter à 15 milliards l'an prochain. A noter que le plus gros budget de l'Etat reste l'enseignement scolaire, avec 60 milliards d'euros. Le 2<sup>ème</sup> est « charge de la dette et trésorerie de l'Etat », qui atteint 42,48 milliards d'euros ».

**Hypothèses économiques.** La prévision de croissance du gouvernement est de 0,75% en 2010, après une chute de 2,25% en 2009. Le déficit de l'Etat, qui atteint cette année le niveau sans précédent de 140 milliards d'euros, ne refluera qu'à 115 milliards. Il devrait seulement se stabiliser en 2010 autour de 8,2% du PIB, son niveau de 2009. La dette publique (Etat, collectivités territoriales, sécurité sociale) devrait elle aussi grimper jusqu'à un sommet jamais atteint, à plus de 83% de PIB fin

2010, avant même le lancement du grand emprunt national. L'inflation est prévue à +1,2% en 2010, après +0,4% cette année et +2,8% en 2008.

### **Budget 2010.**

- **Dépenses** : certaines mesures du plan de relance seront reconduites, comme la prime à la casse, qui baissera progressivement. Aucune augmentation des impôts ou baisse des aides ne sont prévues, pour ne pas couper les ailes d'une reprise à venir. Hormis le plan de relance, les dépenses de l'Etat progresseraient l'an prochain au même rythme que l'inflation, et atteindraient donc 352,9 milliards d'euros. 280,5 milliards seraient affectés au budget général de l'Etat, dont 42,5 milliards prévus pour payer les seuls intérêts de la dette.

- **Effectifs** : règle du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, 33.754 postes, dont 16.000 dans la seule Education nationale, seraient supprimés. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé une réduction de logements de fonction et de don parc automobile.

- **Recettes** : La crise a un effet négatif sur le bénéfice fiscal (-53 milliards d'euros en 2008 et 2009). Le total des recettes fiscales évoluerait donc entre 232 et 244 milliards d'euros.

## **FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**Budget 2010. Mission « action extérieure de l'Etat »** : 2,63 milliards d'euros (crédits de paiement). Très légère hausse, mais perte de 255 postes, soit 12.897 emplois temps plein. Le programme Français à l'étranger et affaires consulaires obtient 325 millions d'euros. Il est consacré aux 230 consulats généraux et sections consulaires et au soutien de leur action. Il gère également les crédits relatifs aux bourses et à la prise en charge des enfants français scolarisés dans le réseau de l'AEFE. 598 millions d'euros pour le programme culturel et scientifique, qui est « *tourné vers la coopération avec les pays développés et le service d'enseignement public français à l'étranger* » (AEFE). Le dernier programme, « *action de la France en Europe et dans le monde* » regroupe 1,708 milliard d'euros. Il assure le fonctionnement en moyens et en personnels de l'administration centrale et du réseau diplomatiques, ainsi que le versement des contributions françaises aux organisations internationales.

**Contribution au budget UE** : les prélèvements sur recette au profit de l'UE sont en légère diminution par rapport à 2009, avec 18,15 milliards d'euros contre 18,9, et 18,4 milliards en 2008.

**La CFE pour les jeunes.** Deux nouveaux partenariats ont été signés par Jean-Pierre CANTEGRIT, Sénateur des Français de l'étranger, Président de la Caisse des Français de l'étranger à destination des jeunes susceptibles de s'expatrier. Objectif : permettre aux jeunes souhaitant allier vacances et travail à l'étranger, ou aux étudiants souhaitant faire un cycle à l'étranger, d'avoir une protection sociale complète et adaptée.

### **Mouvements au Ministère des Affaires étrangères et européennes.**

**Mireille MUSSO**, ministre plénipotentiaire de 2<sup>ème</sup> classe, est admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 29 janvier 2010.

**Hervé BOLOT**, ministre plénipotentiaire de 1<sup>ère</sup> classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 25 janvier 2010.

**Dominique BOCHE**, ministre plénipotentiaire de 1<sup>ère</sup> classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 1<sup>er</sup> février 2010.

**ENA. Les emplois offerts aux élèves** achevant leur scolarité en 2010 : Auditeurs au Conseil d'Etat : 5 postes. Auditeurs à la Cour des comptes : 5 postes. Inspecteurs des finances : 5 postes. Inspecteurs de l'administration : 3 postes. Inspecteurs des affaires sociales : 4 postes. Conseillers de tribunaux administratifs et de cours administratives d'appel : 10 postes. Conseillers de chambres régionales des comptes : 3 postes. **Conseillers des affaires étrangères** : 3 postes.

## **SANTÉ – SOCIÉTÉ**

**24<sup>ème</sup> suicide en 18 mois chez France Télécom.** La Ministre de l'Economie, Christine LAGARDE, a renouvelé sa confiance en Didier LOMBAERD, PDG de l'entreprise, alors que le PS et le PCF réclamaient sa démission. La droite a également critiqué la gestion en place. Ainsi Jean-Pierre RAFFARIN, ancien Premier ministre, a demandé un « *changement de la stratégie sociale* » de l'entreprise. Jean-François COPE s'interroge sur les règles de management « *très troublantes* » concernant la mobilité à France Télécom. Un « nouveau contrat social » va être négocié avec les organisations syndicales, qui comportera un dispositif de prévention des suicides. Les syndicats demandent quant à eux l'arrêt complet des restructurations jusqu'à l'issue de leurs négociations.

**La Poste.** Plus de 6 Français sur 10 sont défavorables au changement de statut de La Poste en société anonyme. Sondage CSA publié par « L'Humanité ». Les sondeurs reprennent ensuite la question posée aux participants à la « votation citoyenne » organisée par les opposants au projet gouvernemental dans toute la France depuis le début de la semaine : « *le gouvernement veut changer le statut de La Poste pour la privatiser, êtes-vous d'accord avec ce projet ?* » 75% des sondés répondent « non ». 83% des sondés pensent que « *La Poste sera privatisée dans quelques années* » si le projet gouvernement était adopté.

**Ca va piquer...** La Commission européenne a donné son feu vert à la mise en vente en Europe de deux premiers vaccins contre la grippe H1N1, l'un du laboratoire suisse Novartis et l'autre du britannique GlaxoSmithKline. L'autorisation prendra effet « *le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard* » dans les pays qui ont commandé ces vaccins. Ces derniers vont donc pouvoir démarrer leurs campagnes de vaccination, à condition qu'ils aient reçu des doses en quantités suffisantes. La France a reparté ses commandes en trois, aux deux laboratoires suisse et britannique ainsi qu'au Français Sanofi-Avantis.

**On construit moins.** Le nombre de mises en chantier de logements a encore reculé de juin à août. 72.230 logements en construction, soit 31,2% de moins qu'un an plus tôt.

**On achète moins cher.** Sur l'ensemble de l'année, les notaires d'Ile-de-France tablent sur une baisse des prix comprise entre 9% et 12% par rapport à 2008.

**Défendre le Défenseur des enfants.** Une pétition a été lancée sur internet à l'initiative de 23 organisations et mouvements pédagogiques. Cette institution pourrait être regroupée avec d'autres, sous un poste plus général de « Défenseur des droits ».

**Dominique STRAUSS-KAHN « évite un coup de pompe ».** Un manifestant a lancé une chaussure en direction du directeur du FMI, alors qu'il dissertait sur l'économie mondiale devant un parterre d'étudiants de l'université Bilgi d'Istanbul. La chaussure a raté de peu DSK, qui assistait à la réunion annuelle du Fond monétaire international. Le potache « belliqueux », qui était descendu des gradins en criant « *FMI, va-t-en de la Turquie* » a rapidement été maîtrisé par des vigiles qui l'ont sorti de l'amphithéâtre. DSK a continué en souriant...

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Journée du Patrimoine.** 27.972 visiteurs du Sénat les 19 et 20 septembre 2009. Consultez le livre d'or électronique : [http://www.senat.fr/evenement/patrimoine/2009/livre\\_dor.html](http://www.senat.fr/evenement/patrimoine/2009/livre_dor.html)

## CARNET

### Sports

**Football. Coupe d'Europe. Marseille craque devant la corrida madrilène.** Après une première période de haute facture, l'Olympique de Marseille, victime des errements de Souleymane DIAWARA, a reçu une correction 3-0 sur le terrain du Real Madrid en Ligue des champions. Placé en garde à vue dans la nuit de lundi à mardi pour avoir conduit sans permis, DIAWARA a perdu la tête pendant trois minutes en seconde période. RONALDO n'a pas laissé passer... Battus 2-1 par le Milan AC pour leur premier match dans la compétition, les hommes de Didier DESCHAMPS se retrouvent dos au mur.

**Bordeaux de justesse.** Les Girondins ont du attendre la fin du match et une tête de Michaël CIANI pour venir à bout du Maccabi Haïfa 1-0.

### Nominations

**Le sénateur Bruno RETAILLEAU**, a été chargé par le Premier ministre d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

**Luc LAVAUD** est nommé membre suppléant (de M. Marc Mertillo) du comité spécialisé pour les opérations à l'étranger de l'Agence française de développement.

**Jacques PELLET**, ministre conseiller, représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève.

**Olivier BUQUEN**, directeur du développement de Plastic Omnium et directeur général de la Compagnie Signature, est évoqué pour le poste de Délégué interministériel à l'intelligence économique qui vient d'être créé.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)